



**ARRETE DU MAIRE**

Nous, Christophe PILCH, Maire de Courrières,

I.T N° 22/084

*Vu le Code général des Collectivités Territoriales,*

*Vu le Code Pénal,*

*Vu le Code de la Route,*

*Vu le code de la voirie routière,*

*Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,*

*Vu la demande reçue le 21 juillet 2022 de M. LEROY Davy sollicitant l'autorisation de stationner un camion de déménagement sur les deux places de stationnement face aux numéros 42 et 44 rue Jean Jaurès à Courrières afin d'y effectuer des travaux de déménagement le samedi 03 septembre 2022 de 08H00 à 18H00.*

*Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'autoriser et de réglementer le stationnement par mesure de sécurité,*

**ARRETE**

**Article 1er** : Afin de permettre des travaux de déménagement, M. LEROY Davy est autorisé à stationner un camion de déménagement sur les deux places de stationnement face aux numéros 42 et 44 rue Jean Jaurès à Courrières le samedi 03 septembre 2022 de 08h00 à 18h00. Le stationnement de tous autres véhicules y sera interdit.

**Article 2** : Les dispositions du code de la route et du code de la voirie routière devront être en tous cas respectées. Le stationnement du camion ne devra pas causer de troubles de circulation dans la rue Jean Jaurès.

**Article 3** : Les droits des tiers et des riverains sont et demeurent expressément réservés.

**Article 4** : La présente autorisation est révoquée à tout moment si l'intérêt de la voirie, de l'ordre ou de la circulation l'exige ou si le pétitionnaire ne se conforme pas aux indications qui lui seront imposées.

**Article 5** : Des panneaux de signalisation seront installés par les services municipaux 7 jours à l'avance afin de matérialiser et de rappeler les prescriptions de l'article 1 du présent arrêté. Ils seront maintenus en place par le demandeur.

**Article 6** : En cas de non-respect des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> le stationnement des véhicules sera considéré comme gênant, et la mise en fourrière pourra être ordonnée conformément aux dispositions législatives et réglementaires du code de la route.

**Article 7** : Les infractions au présent arrêté seront constatées, poursuivies et réprimées conformément aux lois en vigueur.

*Article 8 : Monsieur le Directeur Général des Services, Madame le Commandant de Police de CARVIN, la Police Municipale de Courrières, Monsieur le Directeur des Services Techniques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Mairie ce jour et notifié au demandeur.*

Fait à Courrières, le 22 JUN 2022

Le Maire, Pour le Maire  
l'Adjoint Délégué



Christophe PILCH

Voies et délais de recours

Toute personne qui désire contester cette décision peut, soit saisir le Tribunal Administratif de Lille d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de l'acte, soit saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Dans les deux cas, le contestataire devra rédiger dans le délai imparti une lettre comportant ses nom, prénom et adresse, et accompagnée d'une copie de la décision contestée et exposant les motifs du recours, sous pli recommandé avec accusé de réception.